



Enseignement général module géopolitique

LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES APRES GUERRE FROIDE

Directrice de séminaire : Isabelle FACON

Sessions : 2003 / 2004

Présenté par : AL-Manasir ZUHAIR

# SOMMAIRE:

## INTRODUCTION

### CHAPITRE I :LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES APRES LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

1.1 L'élargissement de l'OTAN

1.2 L'intervention de l'OTAN au KOSOVO

1.3 Les conséquences de la guerre du Kosovo sur la doctrine militaire russe.

1.4 Le retour à la normalité dans les relations Russo-Américaines

### Chapitre II :LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001.

2.1 Stratégie globale américaine et intérêts russes

2.2 Naissance d'un axe anti-terroriste

2.3 Rivalités russo-américaines dans le Caucase

2.4 L'Asie centrale, enjeux des relations russo-américaines

2.5 Les relations russo-américaines face au conflit irakien.

2.6 Les enjeux russo-américaines en Iran

2.7 La Corée du Nord

2-8 Les gagnants du jeu

## CONCLUSION

## INTRODUCTION:

La guerre froide est la période d'affrontement stratégique et politique qui se développa après la deuxième guerre mondiale entre les Etats-Unis et ses alliés de l'Europe de l'Ouest d'un côté et L'URSS et les pays de l'Europe de l'Est de l'autre. L'expression « guerre froide » a été utilisée pour la première fois par le journaliste américain Herbert Bayard Swope lors d'un discours en 1947. Elle désigne la période de fortes tensions qui mirent en danger l'avenir du monde et laissèrent planer le spectre d'une troisième guerre mondiale. La période de guerre froide malgré son appellation a été parcourue par de nombreuses « guerres chaudes » qui ont fait plusieurs morts en Corée, en Indochine, au Vietnam, en Amérique latine, en Indonésie et en Afrique centrale sans parler également des crises sanglantes que Moscou ou Washington ont suscitées au Chili, en Afrique du sud et à Cuba. La guerre froide est née des actions de l'URSS visant à propager son idéologie politique par la force en Europe de l'Est malgré les dispositions de la conférence de Yalta. L'objectif de l'URSS était de se constituer un espace économique et militaire afin de faire face au capitalisme de l'occident. Les Etats-Unis réagirent en lançant le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe occidentale en vue de la soustraire au prosélytisme soviétique et de se la rendre redevable par ailleurs.

Fort heureusement la chute du mur de Berlin provoquera l'écroulement de l'empire soviétique et la défaite du communisme sous l'effet conjugué de ses propres contradictions et de son essoufflement dans la compétition avec les Etats-Unis. La guerre froide prit fin pacifiquement sans entraîner l'humanité dans l'apocalypse qu'elle redoutait. Du coup l'humanité s'est trouvé dans un monde dont la lisibilité est rendue difficile et complexe parce que l'ennemi traditionnel a cessé d'exister. Il y eut un flottement qui va durer jusqu'à l'attaque de l'Amérique le 11 septembre. Cette date va marquer une rupture stratégique dans les relations internationales. Désormais unique superpuissance les Etats-Unis vont s'affirmer comme puissance globale. Sa puissance incomparable en fait une puissance hégémonique sans égale. Selon Lilia Chevstova, analyste à la Fondation Carnegie, un tournant décisif s'est produit dans les relations russo-américaines au soir des attentats de New-York et de Washington. En effet le président russe avec les Américains ». Il est allé plus loin en affirmant que : « l'ensemble de la communauté internationale devrait s'unir dans la lutte contre le terrorisme ». La présente étude tentera de décrire l'évolution des relations russo-américaines de la fin de la guerre froide à nos jours à travers l'élargissement de l'OTAN, la crise des Balkans et enfin après le 11 septembre 2001. On verra comment de l'antagonisme, ces deux puissances sont passées à une collaboration .

# CHAPITRE I : LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES

## APRES LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Les changements politiques survenus en Union soviétique à la fin des années 80 (accession de Gorbatchev au pouvoir en 1985 et chute du mur de Berlin en 1989) et au début des années 90 (démantèlement de l'URSS) vont profondément modifier les relations Russie OTAN. « Nous avons fermé un chapitre de l'histoire...la guerre froide est terminée », a déclaré M. Bush à la presse peu avant la signature du document final du sommet de la CSCE le 21 novembre 1990. En juillet 1988, M. Chevardnadze avait déjà déclaré que « la rivalité entre deux systèmes( socialiste et capitaliste ) ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque. Décembre 1991 marque une profonde rupture dans l'histoire de la Russie. Les accords de Biélovege mettent fin à l'existence de l'URSS. La coopération fait place à la compétition qui s'était instaurée entre les deux blocs au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Jusqu'en 1993, des efforts de rapprochement vont caractériser ces relations. Mais très tôt, au gré de certains évènements elles vont vite devenir conflictuelles.

### 1.1 L'élargissement de l'OTAN

#### 1.1.1 La Rupture de l'équilibre des forces en Europe

Aux yeux des Russes l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe orientale et pays Baltes rompra inévitablement l'équilibre des forces en Europe, et compromettra les bases mêmes de la sécurité européenne. Même sans prendre en compte les forces de nouveaux membres, l'OTAN pèse cinq fois plus que la Russie en terme de population, plus de dix fois plus en dépenses militaires, trois fois plus en effectifs et quantité d'armes. Actuellement, d'après les données existantes, le rapport de potentiels de combat des forces conventionnelles de la Russie et de l'OTAN est évaluée comme un sur quatre si on compte les effectifs, l'aviation, les blindés, l'artillerie et les bâtiments de combat. C'est ce qui entre autres, inquiète les russes. La position de la Russie vis-à-vis de l'élargissement est donc bien connue. Lorsque la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, les trois nouveaux membres ont rejoint l'Alliance en mars 1999, le général Léonid Ivachov, chef de la Direction coopération internationale du ministère russe de la défense,

a fait valoir que « cet élargissement renforcerait les capacités militaires ( chars, avions et forces navales) de l'OTAN de plus de 15%, ce qui aurait pour effet de perturber l'équilibre des forces en Europe, de créer un centre dominant de pouvoir et d'engendrer une menace susceptible de conséquences cataclysmiques ». L'élargissement a-t-il ajouté « restreindra l'espace géopolitique et militaire stratégique de la Russie et pourrait la forcer à agir en conséquence. Nous avons de bonnes raisons de penser que cette force militaire (l'OTAN) pourrait être utilisée contre la Russie et les pays n'appréciant pas cet élargissement <sup>1</sup> ». Le général Valérie Manilov, premier adjoint du chef de l'Etat- major général, déclarait, pour sa part , que l'arrivée de nouveaux membres, « du fait qu'elle entraîne une remise en question de l'équilibre sur le continent européen, fait surgir le risque d'une remilitarisation du système des relations internationales dans son ensemble, et d'une annulation du système effectif de traités sur le désarmement et la réduction des armements <sup>2</sup> » Il semble donc l'élargissement ne doit pas se faire sans tenir compte des intérêts de la Russie. Cette dernière souhaite une structure de sécurité européenne qui la mette sur un pied d'égalité avec l'Alliance atlantique et qui lui donne un droit de regard sur l'avenir de l'Europe centrale.

1 & 2 l'OTAN, novembre 1999 Les relations OTAN-Russie et les étapes suivantes de l'élargissement de l'OTAN, Assemblée parlementaire de

### 1.1.2 La perception d'une perte d'influence de la Russie dans son étranger proche et d'une hégémonie américano- ottonienne.

L'effondrement de l'Union Soviétique a conduit au démantèlement de l'espace d'influence russe. L'émancipation des ex-républiques de la tutelle moscovite a été perçue comme une amputation géographique et historique. La Russie est inquiète de la volonté d'entrer dans l'OTAN manifestés par les pays Baltes, voire par la Géorgie. Les officiers russes s'inquiètent du vide créé en Géorgie par le départ de toutes les troupes de la fédération de Russie. Ils craignent que les troupes de l'OTAN ne s'installent en Géorgie. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est puis l'intervention de l'Alliance au Kosovo ont été ressentis par les russes comme une humiliation nationale et une preuve de la perte de l'influence de leur pays sur l'ancien bloc de l'Est. Après la guerre froide , l'OTAN s'est trouvée dans une situation géopolitique tout à fait différente. Le système des alliances (OTAN-PACTE DE VARSOVIE) qui sous-tendait le monde bipolaire a disparu en 1991 avec la fin du pacte de Varsovie et l'éclatement de l'URSS. La question des

nouveaux rapports avec les pays de l'Est, de l'institutionnalisation avec eux de nouveaux liens et de leur participation à la sécurité européenne s'est posée. L'OTAN se devait donc de trouver une autre finalité. Dans sa quête de cette autre finalité, l'Alliance a donc décidé entre autres de s'élargir vers les autres pays d'Europe. Mais en dépit de son engagement à constater le droit de tout pays à choisir ses alliances, la Russie voit dans l'élargissement le risque de recréer un partage de l'Europe qui n'était plus de mise depuis la fin de la guerre froide. Elle est hostile à toute nouvelle avancée qui engloberait les anciennes républiques de l'ex-URSS et surtout les Etats baltes. L'OTAN est vue par la Russie comme le cadre et l'outil de l'hégémonie américaine et son élargissement une menace pour l'équilibre des forces en Europe et un complot contre sa sécurité. La Russie perçoit l'OTAN comme un instrument de l'hégémonie américaine et son élargissement apparaît comme un obstacle à une coopération élargie car il allait à l'encontre des intérêts nationaux russes. Les Etats-Unis constituent l'acteur majeur et le plus puissant de l'OTAN. Pour la Russie, l'Alliance est un laboratoire et un instrument par le biais duquel les Américains tentent de mettre en œuvre leur rôle d'unique « superpuissance » mondiale. En utilisant ses possibilités, ils cherchent à maintenir et à étendre leur influence sur le continent européen. Cela est inacceptable pour les russes. En fait les américains régleront l'élargissement de l'OTAN à leur gré et selon le rythme qu'ils auront choisi comme quand ils ont décidé que seules seraient admis d'abord la Pologne, la république Tchèque et la Hongrie rompra inévitablement l'équilibre des forces en Europe, et compromettra les bases mêmes de la sécurité européenne. L'effondrement de l'Union soviétique a conduit au démantèlement de l'espace d'influence russe. L'émancipation des ex-républiques de la tutelle moscovite a été perçue comme une amputation géographique et historique. En fait la Russie sent le « glacis protecteur » s'effriter et elle ne peut l'accepter. Les responsables de la défense estiment que l'OTAN cherche à concurrencer. Mais pour ne pas compromettre l'ensemble des relations entre Moscou et Washington et surtout pour que la position de Eltsine ne soit pas ébranlée à Moscou, il faut que des compensations même symbolique lui soient accordées. Ainsi l'Acte fondateur fut signé le 27 mai à Paris. Même si ces accords prévoyaient la participation russe à diverses instances de l'alliance et l'instauration d'un conseil conjoint permanent réunissant l'OTAN et la Russie, qui pourra prendre ainsi part, en principe, aux délibérations entre membres de l'alliance, il est clair que pour des décisions majeures et surtout en cas de crise, ceux-ci pourront délibérer sans que la Russie puisse s'y opposer. De même que des accords prévoient-ils qu'on ne déploiera pas de « forces étrangères » sur le territoire des nouveaux membres, l'OTAN remaniera son dispositif militaire en Europe centrale et orientale selon ses besoins. D'énormes progrès ont été enregistrés dans les relations Russie- OTAN. Même si la Russie avait pendant deux ans refusé l'ouverture

d'une mission de liaison militaire de l'Alliance à Moscou, invoquant des motifs d'ordre juridique voire des problèmes « d'espionnage », elle était quand même représentée à l'OTAN. Cependant le déclenchement de « l'Opération Force alliée » va tout mettre en cause. Le conflit du Kosovo va constituer la plus grande tension entre la Russie et l'Occident et l'opération « Force alliée » un puissant révélateur de l'état réel du rapport de force Russe -OTAN.

## 1.2 L'intervention de l'OTAN au KOSOVO

Cependant le déclenchement de l'opération « ALLIED FORCES » va tout mettre en cause. Le conflit du Kosovo va accroître la tension entre la Russie et l'Occident. Cette opération sera un puissant révélateur de l'état réel du rapport de forces entre la Russie et L'OTAN, entendez les Etats-Unis. L'intervention de l'Occident en Yougoslavie a profondément détérioré les relations de l'OTAN avec la Russie. Avant les frappes de l'OTAN, ces relations étaient moins conflictuelles. Les réactions russes à la crise du Kosovo seront donc à la mesure de cette prise de conscience. S'opposant d'abord farouchement à toute intervention de l'OTAN sans mandat des Nations Unies, elle va par la suite choisir une voie plus diplomatique. Avant les débuts des frappes aériennes contre la Serbie, les dirigeants russes ont multiplié les déclarations affirmant leur plein soutien à la république fédérative de Yougoslavie. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Russes estimaient comme les Serbes que cette crise était une crise intérieure devant être réglée par les Serbes eux-mêmes. Le 14 octobre 1998, la Douma adopte une résolution qualifiant toute éventuelle action militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie comme une « atteinte à la sécurité de la fédération de Russie ». La Russie n'a pas infléchi sa position aux conférences de Rambouillet (6-23 février 1999) et de Paris (15-18 mars 1999). Quelques jours avant l'ouverture des négociations, le ministre des, a précisé à son homologue américain que, si la Russie est favorable à une large autonomie pour le Kosovo et ne nie pas la nécessité d'exercer des pressions sur Belgrade pour obtenir un compromis, l'emploi de la force demeure inacceptable à ses yeux. Le chef de la délégation russe refuse de cautionner l'ultimatum implicite de l'OTAN et ne paraphe qu'une partie de l'accord intermédiaire. Le 18 mars, elle n'assiste pas à la cérémonie de signature du document final. La Russie ne s'est pas opposée à la résolution 1203 du 24 octobre 1998 du conseil de sécurité des Nations Unies sur la base du chapitre 7 de la charte des Nations Unies. Elle a simplement condamné l'absence d'une résolution claire autorisant l'OTAN à frapper militairement. Le 24 mars 1999 débute

« l'Opération Force Alliée ». Les bombardements aériens vont durer jusqu'en Juin 1999. Composées essentiellement d'américains, les forces alliées bombardent surtout les objectifs militaires et économiques en Serbie. Le déclenchement de « l'Opération Force Alliée » en l'absence d'un mandat explicite du conseil de sécurité des Nations unies fut un moment de vérité pour les relations Russie- OTAN. de nature militaire, pour garantir sa propre sécurité et celle de l'Europe toute entière <sup>15</sup>». Il exigea l'arrêt immédiat des opérations, rappela son représentant militaire auprès de l'OTAN, suspendit sa participation au Partenariat pour la Paix et la mise en œuvre du programme de partenariat OTAN-Russie, et ajourna les pourparlers relatifs à l'ouverture d'une mission militaire de l'OTAN à Moscou. Le ministre des affaires étrangères M. Igor Ivanov annonce le gel des relations avec l'OTAN en qualifiant les frappes de « génocide 3 » et de « violation flagrante des normes du droit international ». Yougoslavie. Cependant, malgré les réactions négatives en Russie dans les cercles du pouvoir, du parlement des médias et de la population, la Russie va rapidement revenir dans le processus des négociations. Malgré tout les Russes n'ont pas l'intention de se laisser entraîner dans le conflit yougoslave. En proie à de graves problèmes économiques, elle a besoin du Fonds monétaire international et ne peut se permettre de briser ses relations avec les pays occidentaux. La Russie annonce qu'elle poursuivra ses efforts en vue d'un règlement pacifique de la crise du Kosovo et ce malgré l'échec de sa démarche au Conseil de sécurité des nations unies et la réaction très réservée des pays occidentaux face à la première mission Primakov fin mars à Belgrade. Les Russes insistent désormais sur l'importante contribution diplomatique que peut apporter la Russie, seule à même de servir de médiateur entre l'Alliance atlantique et la Yougoslavie. La nomination de l'ancien Premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, en tant que « représentant spécial du Président dans les Balkans» au lendemain d'une rencontre à Oslo entre le secrétaire d'Etat

3. Le courrier des pays de l'Est, n° 1001, janvier 2000

américain et le chef de la diplomatie russe, semble confirmer l'inflexion de la stratégie russe. Primakov est dessaisi du dossier yougoslave et les faucons de l'Etat- major sommés –sous peine de limogeage- de cesser de faire des déclarations non sanctionnées par le commandement suprême des armées. C'est alors que s'enclenchera un processus de négociations qui aboutiront à un accord entre l'OTAN et la Russie sans que cette dernière obtienne une pleine satisfaction et même à ses dépens.

### 1.3 Les conséquences de la guerre du Kosovo sur la doctrine militaire russe

Les relations OTAN-Russie se sont profondément dégradées avec l'intervention occidentale en Yougoslavie. L'ébauche de coopération qui s'était mise en place, non sans difficulté, depuis la fin de la guerre froide est compromise, donnant des arguments à la fraction la plus conservatrice de l'establishment politico-militaire russe, hostile à tout rapprochement avec ceux qu'elle considère toujours comme des adversaires. L'acte fondateur OTAN-Russie signé le 27 mai 1997 est désormais considéré à Moscou comme une coquille vide. Le concept stratégique, officiellement adopté par l'Alliance atlantique, en avril 1999 à Washington, a conforté Moscou dans son jugement. De ce document, Moscou retient l'ambiguïté quant aux fondements juridiques et à la nature même des missions dites « hors- zone ». A Moscou, on estime que ce concept stratégique constitue la justification théorique a posteriori d'un conflit interprété comme un dangereux précédent, ouvrant la voie à d'autres interventions. Les Russes s'inquiètent à l'idée de voir l'espace post soviétique devenir le théâtre de ces éventuelles interventions. Le « Partenariat pour la Paix », le renforcement de

4 La revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives

l'assistance militaire octroyée par les Etats-Unis à la Géorgie et la décision de placer certains pays de la CEI (hors Russie) sous la responsabilité de commandements régionaux américains sont déjà mal vus par Moscou. Aussi, elle suit attentivement l'intensification de la coopération entre les Etats-Unis et les pays ex membres de la CEI. Ces inquiétudes ont une influence sur la politique de sécurité en Russie. Ainsi, réuni sous la présidence de Boris Eltsine, le conseil national de sécurité a décidé d'accélérer la réalisation de plusieurs programmes nucléaires militaires. La priorité devrait être accordée au développement de missiles tactiques (type Iskander), et au déploiement d'armes tactiques de nouvelle génération (ss-27, snle classe borey). Mais la Russie est consciente de l'impossibilité de se lancer dans une nouvelle course aux armements. On évoque alors la réactivation de programmes d'armes anti-satellites gelés depuis une quinzaine d'années et d'importantes manœuvres ont été organisées à la mi-juin<sup>5</sup>. Ces manœuvres, de par leur nom de baptême « Occident 99 », illustrent les humeurs anti-occidentales prévalant à Moscou. Dès mars à septembre 1999, d'autres exercices d'envergure ont été conduits par la marine de guerre et l'aviation russes en Baltique, mer de Barents et dans le Pacifique. Le 10 janvier 2000, le président Vladimir Poutine entérine une version révisée du concept de sécurité ouvrant les conditions nécessaires à l'adoption d'une nouvelle doctrine militaire. Le 21 avril 2000, la nouvelle doctrine est en effet adoptée par décret présidentiel. Elle

répond, selon les déclarations de maints officiels russes, à une nécessaire réévaluation de la situation internationale, et donc des risques et des menaces auxquels la Russie doit faire face. Les références à la crise du Kosovo y sont très nombreuses..

#### 1.4 Le retour à la normalité dans les relations russo-américaines

L'élection de Vladimir POUTINE, le 26 mars 2000 à la présidence de la République apportera une nouvelle dynamique aux relations russo-américaines en mettant fin au « coup de froid » qui a les envenimées. L'année 2000 augure sans nul doute une nouvelle ère dans les relations Russie-OTAN. Elle est marquée par la ratification du traité de désarmement nucléaire Start II, et celui portant interdiction des essais nucléaires, par la reprise du dialogue avec l'OTAN. La victoire électorale massive de Vladimir Poutine lors des élections législatives de décembre 1999 puis présidentielles l'autorise à briser le consensus contre l'OTAN. La visite de G. Robertson, en février 2000, contribue à resserrer les liens entre la Russie et l'Alliance atlantique. Le président Poutine veut imprimer sa

<sup>5</sup> La revue internationale et stratégique, Hiver 1999-2000, Kosovo : bilan et perspectives.

marque. Ils prônent un recentrage des priorités en direction de l'insertion du pays dans l'économie mondiale, orientation qui doit conduire à réarticuler les axes de la politique étrangère qui doit s'impliquer dans une démarche pragmatique de reprise du dialogue avec l'Occident, surtout avec les pays dont la Russie dépend pour son redressement économique. Avec l'OTAN, la Russie souhaite un véritable partenariat où elle peut réellement participer au processus de préparation et de prise de décisions. En février 2001, l'OTAN ouvre un bureau d'information à Moscou. A cette occasion, G. Robertson se rend à Moscou et y déclare que « grâce à un travail conséquent, les relations entre la Russie et l'OTAN sont devenue plus solides et nous aident à éviter les situations de crises ». Il y rencontre les différents responsables de la politique étrangère et de la défense russe. Comme le souligne le quotidien communiste Trud, « nous coexistons avec l'OTAN et devons nous accorder, en gardant à l'esprit nos intérêts nationaux propres. Et pour cela, il faut des contacts et du dialogue. Dans ce contexte, George Robertson peut être l'un des interlocuteurs les plus adaptés <sup>6</sup> ». La Russie affirme aussi son attachement aux valeurs fondatrices d'une société démocratique. Une place importante est accordée à la défense et la protection des droits de l'homme. Ils seront assurés et défendus sur la base du droit international et des conventions et accords auxquels elle a adhéré. La Russie rappelle son attachement à la coopération internationale face aux nouvelles menaces. Un clin

d'œil est également fait en direction du voisinage immédiat, notamment la Communauté des Etats indépendants.

## CHAPITRE II : LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001

### 2.1 Stratégie globale américaine et intérêts russes

Les Américains semblent avoir mis en place une réelle stratégie globale de résolution du problème. La réussite de leur entreprise, c'est-à-dire le démantèlement du terrorisme islamiste, ou, dans une moindre mesure, le démantèlement du réseau (Al- Qaeda) serait une victoire qui conditionnerait l'avenir de cette forme de conflictualité. Les attentats ont redessiné la carte géopolitique du monde. La première modification est le basculement de la Russie. Le président russe s'est rendu indispensable dans cette guerre au terrorisme, négociant son influence, qui devrait s'agrandir. Pour Moscou, il s'agit d'abord de reprendre pied en Asie centrale pour démanteler certaines bases arrière

5-Le Secrétaire Général de l'OTAN dans « Les représentations de l'OTAN dans la politique intérieure russe », F. Daucé, juin 2001

du terrorisme tchéchène et justifier leur guerre sur ce territoire. Poutine a ainsi profité de son ralliement à la "guerre antiterroriste" du président Bush pour faire démettre le président Ingouche Rouslan Aouchev, qui était le seul chef d'une République de la Fédération de Russie à s'être opposé à la guerre en Tchétchénie. Par ailleurs, la guerre en Tchétchénie redouble d'intensité. D'un autre côté la nouvelle vision américaine vise à créer un nouveau contexte géopolitique consistant à restreindre l'Europe à un simple pôle économique, la Russie à un statut de puissance régionale "encerclée", condamnée à rompre avec son imperium et à se démocratiser. Selon les stratèges de Washington la Chine resterait alors la seule puissance stratégique pour les Etats-Unis, d'autant plus facile à affronter qu'elle ne constitue pas une puissance globale et qu'elle connaît d'importants risques internes. Enfin, il convient de noter que la géopolitique du monde arabo-musulman s'est trouvée fortement bouleversée avec l'occupation de l'Irak, brisant durablement l'espace de l'islam qui reposait sur une "homogénéité" (celle de la communauté des croyants) qui n'existait déjà plus qu'en façade. Plus encore, d'autres transformations de l'espace de l'islam pointent à l'horizon dans l'agenda des Etats-Unis. Il s'agit de l'Iran désormais encerclé, de la Syrie encerclé aussi et de l'Arabie Saoudite bonne à reformer. véritablement stable de cette

zone sud asiatique, le Pakistan constitue l'un des pivots et carte majeure de l'offensive américaine. L'Asie centrale qui regorge d'immenses ressources énergétiques et qui complètent l'encerclement de la Russie n'est pas en reste dans la stratégie américaine.

## 2.2 Naissance d'un axe anti-terroriste

Après la catastrophe du 11 septembre 2001, les américains conscients de leur isolement ont mené une action diplomatique intense et sonné le rappel de toutes les bonnes volontés. Et ce fut la surprise. L'un des alliés les plus sûrs, les plus déterminés était l'ennemi d'hier : la Russie. Immédiatement après l'attentat de Manhattan, Vladimir Poutine fut le premier à appeler G. Bush pour lui dire qu'il savait que les forces américaines venaient d'être placées en alerte maximum, mais qu'il avait, contrairement aux procédures prévues, donné l'ordre aux troupes russes de garder profil bas et d'éviter tout risque de tension. « A ce moment, dira Bush, il me signifiait clairement que la guerre froide était terminée. » En hommage aux victimes, la Russie respecta une minute de silence et mis les drapeaux en berne. L'unanimité s'est faite à l'Est comme à l'Ouest qu'il faut conjuguer tous les efforts dans la lutte contre le terrorisme. La Russie accepta l'ouverture de l'espace russe, la mise à disposition de l'US Army des bases militaires de ses ex-républiques asiatiques d'Ouzbékistan et du Tadjikistan, en surplomb stratégique au-dessus de la frontière nord de l'Afghanistan, l'appui de 20000 parachutistes russes qui surveillent les 1200 km de cette frontière au Tadjikistan et des forces déjà engagées discrètement dans la région, y compris à l'intérieur de l'Afghanistan, où Moscou soutient le général Dostom, l'échange de renseignements, la livraison aux combattants de Massoud de 30 à 45 millions de dollars d'armements russes<sup>7</sup>. La Russie en jouant la solidarité avec les Etats-

<sup>7</sup> Nouvel observateur : dossier spécial : Yalta 2001, semaine du 11 octobre 2001.

Unis a gagné sur bien de points. En Asie centrale, zone extrêmement sensible, Moscou aura ramené dans le giron russe ses anciennes républiques, en particulier l'Ouzbékistan, qui, craignant chez lui une poussée islamiste, regardait déjà vers du côté des Etats-Unis. En Tchétchénie, Poutine a les mains libres, puisque Bush admet le raisonnement russe, répété depuis deux ans par le président à tous ses visiteurs occidentaux, selon lequel les tchétchènes étaient infiltrés par des terroristes islamistes liés à Ben Laden, et que la Russie, à Grozni défendait l'Occident. Un mois après ces événements on assiste à une scène jamais vue depuis l'avènement du communisme en 1917. Recevant Vladimir Poutine dans son ranch de Crawford, George Bush parle de « son ami

Vladimir » et déclare : « plus je découvre son cœur et son âme, plus je suis persuadé que nous pouvons travailler ensemble de façon positive ». Quant à Vladimir, il racontait la main posée sur les épaules de son ami George : « Hier nous avons dégusté ensemble du steak et écouté de la musique. La meilleure des choses qui peut arriver à nos deux pays c'est que leurs présidents s'entendent aussi bien <sup>8</sup> ». Abordant toujours les événement du 11 septembre au Bundestag le 25 septembre, le président Poutine déclarait : « Mesdames et messieurs, puisque nous abordons le sujet de la sécurité nous devons de prime abord nous déterminer quant à savoir comment et contre qui nous devons nous défendre », et fit le parallèle avec les évènements que la Russie elle-même a connu : « les attentats dans des immeubles d'habitation à Moscou et dans d'autres grandes villes de Russie ont fait des centaines de morts. Les fanatiques religieux qui se sont emparés du pouvoir en Tchétchénie et ont fait de sa population des otages, ont attaqué en main armée le Daghestan voisin. Les terroristes internationaux ont proclamé ouvertement, tout à fait ouvertement, leur intention de créer un Etat fondamentaliste sur le territoire entre la mer Noire et celle Caspienne, soit disant un califat, autrement dit les Etats Unis d'Islam ». La Russie se fait le précurseur dans la lutte contre le terrorisme international.

### 2.3 Les rivalités russo-américaines dans le Caucase

Géographiquement, cette région est encadrée à l'Est par la mer Noire, à l'Ouest par la mer Caspienne, au nord par le grand Caucase (Circassie) et au sud par le petit Caucase (Transcaucasie). Elle est fortement marquée par son aspect montagneux qui confère à ses habitants une réputation de farouches guerriers opposés à toute ingérence étrangère. Alexandre Dumas dans ses romans caucasiens avait déjà décrit les mœurs particulièrement violentes des habitants des montagnes et leur hostilité face à l'invasion russe. Le Caucase est une zone digne d'intérêt à plusieurs titres. C'est une zone qui a connu de profonds bouleversements à la suite de la chute de l'URSS et qui connaît une recomposition en profondeur dans laquelle les Etats ne sont pas forcément les acteurs principaux. Elle apparaît comme une zone de confrontation entre ethnies et cultures différentes, dont la multiplicité et la densité sont une des caractéristiques du Caucase. Elle est enfin un espace d'enjeu pour les puissances internationales de par sa situation géographique, qui en fait un lieu de passage vers l'Orient, ainsi que par la présence d'hydrocarbures. Historiquement, le Caucase est un carrefour où se sont rencontrées et opposées diverses civilisations et l'endroit où des peuples ont tenté de préserver leur spécificité. La multiplicité des ethnies et des langues témoigne encore de ce passé tumultueux.

<sup>8</sup> Commentaire de Dominique Bromberger : Bush- Poutine : une révolution

L'arrivée de l'islam au VII<sup>e</sup> siècle, en provenance de l'Iran par les rives de la Caspienne, a durablement modifié le visage de cette région. Certaines populations ont résisté jusqu'à nos jours au prosélytisme musulman. D'autres se sont converties tardivement, comme les Tchétchènes, mais de façon radicale sous l'influence de sectes soufies extrémistes comme la Naqchbandiya. Au cœur de la tourmente, les anciens royaumes chrétiens de Géorgie et d'Arménie se sont retrouvés face aux invasions perses et turques, passant d'une domination à une autre jusqu'à la tutelle du grand frère russe qui mit tout le monde d'accord en s'arrogeant l'ensemble du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle. La Russie dont les frontières habituelles étaient matérialisées au sud par les fleuves Terek et Kuban, est restée longtemps à l'écart de cette région, utilisant les cosaques comme forces de couverture et de protection sur son flanc sud. Après son expansion dans le Caucase au 19<sup>e</sup> siècle, cette région a été fortement marquée par la politique de la Russie qu'elle a parfois subi à son détriment. Les blessures faites au cours de l'histoire ne se sont jamais refermées et continuent d'être à l'origine des conflits souvent sanglants qui parsèment la région. Ces conflits trouvent encore leur écho dans l'actualité avec la prise d'otages qui s'est déroulée en novembre 2002 dans un théâtre de Moscou et qui s'acheva par la mort de plus de 100 personnes. Les images de la ville de Groznyï rasée par les forces russes montrent encore l'ampleur et le point de non retour de la violence dans cette région. Cette région, en dépit de ses contraintes dues au relief, dispose malgré tout de certains atouts dont elle pourrait tirer partie comme la présence d'importantes réserves d'hydrocarbure en mer Caspienne qui ont intéressé les consortiums anglo-américains ou le climat tempéré du bord de mer, qui permet des cultures fragiles appréciées dans toute l'ex URSS. Sur le plan touristique, les rivages de l'Abkhazie étaient particulièrement prisés par la nomenclatura soviétique et disposaient de nombreux centres de villégiature. Mais ce potentiel, possible base d'un développement économique, a bien sûr été réduit à néant par les conflits récurrents. A cet égard, si le conflit en Tchétchénie apparaît comme le plus important, il existe aussi de nombreux autres lieux de tension et de conflit. Le Caucase, semble en effet une zone en pleine décomposition qui profite peu des richesses pétrolières de la Caspienne. La nature ayant horreur du vide, ces potentiels ont surtout servi à aiguïser les appétits des voisins de la zone et des grandes puissances comme les Etats-Unis. Des alliances antagonistes se sont alors constituées, rassemblant des entités très différentes. Ainsi, l'Iran et la Russie vont soutenir l'Arménie contre l'Azerbaïdjan soutenue quant à elle par la Turquie. Les dernières évolutions du Caucase, depuis l'effondrement de l'URSS, montrent un avenir qui semble incertain. La multiplicité des acteurs et des facteurs rend complexe toute tentative de règlement des conflits ou de simple prospective dans la zone, à tel point que l'on peut se demander si le Caucase, de par

son instabilité représente une menace pour le continent eurasiatique et un enjeu réel pour les puissances régionales et internationales.

## 2.4 L'Asie Centrale, enjeux des relations russo-américaines.

La chute de l'empire soviétique marque l'émergence ou le renouveau de pays. L'intervention américaine dans la région à partir de 2001 constitue un événement majeur pour cette région qui était devenue la chasse gardée des seules puissances continentales (Russie, Chine, Iran). Un certain nombre de pays européens ont engagé des soldats et se sont implantés en Asie centrale aux côtés des forces américaines. Décision politique lourde de sens qui pose le problème de savoir quels sont, au delà de la volonté de marquer sa présence aux côtés des Etats-Unis, les enjeux dans cette région pour l'Europe. Serait-elle entraînée de sceller une autre alliance avec les Etats-Unis contre la Russie dans cette région ou jouerait-elle son propre jeu ? Il faut entendre par Asie centrale la région comprises entre Amou-Daria et Syr-Daria ; constituée de cinq république musulmanes de l'ex-URSS : le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan, le Turkménistan. Toute la moitié Nord de l'Afghanistan, peuplée surtout de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Turkmènes, peut être également considérée comme faisant partie de l'Asie centrale. A partir du versant Sud de l'HINDOUKOUCH on entre dans une zone de transition vers la péninsule indienne. Cet ensemble, non cohérent, dominé au plan économique par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, toujours en proie à l'influence externe, composé de nouveaux Etats en période délicate de rupture politique avec le passé, sous l'influence de logiques de réseaux, est marqué par des tentations de reprise en main autoritaire. Les Etats sont confrontés à des difficultés issues de configurations géopolitiques compliquées et accentuées par le facteur de l'eau. Ainsi, le Tadjikistan, où se trouve les glaciers les plus importants du monde à l'exception des régions polaire, possède des grands barrages dans le Pamir qui commandent le système hydraulique de la région. L'enjeu de l'eau est vital pour les pays voisins, en particulier l'Ouzbékistan qui l'utilise pour la culture extensive du coton. L'instabilité des différents régimes inhibe la possibilité de coopération régionale et s'ajoute aux désaccords de fond avec les grands voisins de la région. Dans les réflexions stratégiques sur la zone, il ne faut donc pas systématiquement la considérer dans son ensemble mais bien comprendre que les pays ont évolué de manière individuelle avec des aspirations différentes.

#### 2.4.1 L'entrée en jeu des Etats Unis, un nouveau grand jeu ?

La détermination forte avec laquelle les Etats Unis interviennent en Asie Centrale s'explique par l'objectif politique de guerre contre le terrorisme mais également par des objectifs économiques centrés sur les hydrocarbures de la Caspienne et des buts stratégiques dans le cadre des rapports futurs avec la Chine <sup>9</sup>. Cela ne doit pas occulter la nature des rapports avec la Russie qui restent concurrentiels. Ainsi, l'ouverture de toute route d'évacuation alternative du Champ Caspien serait un revers économique pour la Russie, du fait de la perte des redevances, qui se doublerait d'un revers politique et stratégique. De même, garantir l'indépendance des Républiques permet de s'opposer à la reconstruction de l'empire russe. Les Etats Unis se trouvent donc confrontés aux puissances continentales que sont la Chine, l'Iran et la Russie.

L'ampleur et la profondeur du déploiement américain montrent bien que l'objectif est plus que politique. Le choix en KIRGHISIE de l'aéroport de BICHKEK-MANAS n'est pas innocent. L'aéroport se trouve à égale distance du Sud de l'Afghanistan, de la Caspienne, de l'extrémité orientale du XINJANG, autrement dit le Turkestan oriental qui, malgré son appartenance à la Chine, peut être considéré comme partie intégrante de la zone centre asiatique. Manas constitue donc un pivot idéal au milieu de l'Asie centrale. L'aéroport, un peu éloigné des cibles afghanes, ce qui impose des ravitaillements en vol, est situé à 280 km de la frontière chinoise. Petit pays, facilement défendable et contrôlable, faiblement islamisé, le Kirghizstan reçoit 250 millions de dollars d'investissement ce qui représente un cinquième de son produit intérieur brut. En Ouzbékistan, des indices concourent à penser que la présence américaine est pérenne : les constructions sur la base aérienne de Khanabad s'effectuent en dur, Donald Rumsfeld avertit à Tachkent, le 5 octobre 2001 qu'il « devrait être clair pour tout le monde que les intérêts des Etats-Unis en Ouzbékistan portent sur le long terme », Washington accorde un prêt de coopération de 200 millions de dollars, le 22 octobre 2001, les deux pays signent un accord pour mettre aux normes des sécurité différents instituts de recherche de Tachkent et des sites d'enfouissement de bactéries, entre le 23 septembre et le 4 octobre, trois accords sont signés avec des firmes américaines, australiennes et israéliennes pour l'exploitation des mines d'or, les Etats Unis s'engagent à décontaminer le polygone d'essais bactériologique sur l'île de Vozrojdiénié, située dans la mer d'Aral entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. De plus, les deux pays signent un accord et des consultations sont prévues « dans l'éventualité d'une menace directe pour la sécurité ou l'intégrité territoriale de la République d'Ouzbékistan ». Cette formule concerne

également Moscou. Tachkent saisit cette opportunité pour se démarquer encore plus de la Russie, aussi les américains restent prudents pour rassurer Moscou.

#### 2.4.2 Les enjeux économiques et la menace islamiste

Souvent évoquée, la question des hydrocarbures est importante mais peut être pas centrale. La question de la drogue, la menace islamiste et bien d'autres facteurs sont à prendre en compte. L'avenir dépendra du renouvellement des élites dirigeantes qui peut constituer des périodes troublées car dans ce type de régime, une période de transition peut s'avérer dangereuse, surtout si la succession n'est pas préparée à l'avance. Cela est inquiétant car les Etats, en dépit des régimes autoritaires, sont faibles par manque de ressources matérielles, par le peu d'expérience en matière de souveraineté, par défaut de forces armées intégrées et au service de la Nation, par l'absence d'une politique d'intégration nationale, par la mise en avant des intérêts personnels des classes dirigeantes. En crise économique, les Républiques sont confrontées à la pauvreté et les problèmes sociaux sont aggravés par le chômage, surtout chez les jeunes. Une récupération du malaise social par des mouvements protestataires nationalistes ou islamistes est possible. Dès lors, l'Etat ne remplit plus sa fonction sécuritaire : contrôle du territoire, allégeance de la population, exercice effectif de l'autorité gouvernementale. Il ne peut donc y avoir, du fait de ce besoin de sécurité et de puissance, qu'un appel vers l'extérieur. La Russie garde là une place importante car, en dépit de son retard technologique et économique, elle détient la majorité des clés des pays de la région. Les Etats Unis sont face à un problème de cohérence dans leurs objectifs : au niveau politique ils veulent instaurer la démocratie, au niveau économique ils veulent rendre possible l'exploitation et l'exportation de la manne pétrolière et gazière. De plus, ils évoluent dans un cadre contraignant : limiter l'influence russe et refus actuel de traiter avec l'Iran. A première vue, tout pourrait dépendre de la volonté américaine de s'attacher la Russie, mais la Chine pourrait être l'épouvantail qui à terme rapproche les deux pays dans un jeu triangulaire renouvelé. Les relations entre la région et l'Afghanistan ont toujours témoigné d'une grande continuité historique. Ce pays continue de faire peser, par son instabilité, une menace sur la région.

L'Asie Centrale est la région du monde qui a le plus changé depuis les attentats du World Trade Center. En plus d'être enclavée, l'Asie centrale est très peu peuplée par rapport à ses voisins. Elle a été l'objet d'invasions successives de nomades, sédentarisés et chassés par d'autres

nomades. S'y côtoient des populations turcophones et persanophones. Ayant constitué un empire sous Tamerlan, ces peuples n'ont jamais été colonisés par des puissances occidentales sauf une, la Russie. Les soviétiques ont inventé cinq nouveaux états en perpétuant l'empire russe. Ces nouvelles nations avaient l'apparence d'états autonomes mais les contentieux étaient réglés par Moscou comme toutes les politiques importantes. A la chute de l'URSS, les cinq états ont accédé à une indépendance qu'ils n'avaient pas demandée et pour laquelle ils n'étaient pas prêts. Naturellement, ce sont donc les apparatchiks formés par Moscou qui en ont pris les rênes, et de communistes, ils sont devenus nationalistes. Tout était à créer : économie de marché, identité, politique étrangère. En outre, bridée sous l'URSS, la religion dominante, l'Islam, a fait son grand retour. Cette redistribution des cartes, qui lance un « nouveau Grand Jeu », permet à la Russie de restaurer une partie de son influence. Mais elle bénéficie également aux Etats-Unis et à la Chine qui ambitionnent de participer à la recomposition du pouvoir. Le deuxième événement récent qui conditionne la politique actuelle de l'Asie centrale est le 11 septembre. Son caractère central et stratégique est remis en évidence. Les trois pays ayant des frontières avec l'Afghanistan font l'objet d'un intérêt particulier de la part des Etats-Unis. Pour la première fois depuis Alexandre le Grand, une puissance occidentale non russe occupe des positions militaires en Asie centrale. A sa frontière sud, la Russie ne veut pas laisser le jeu entièrement aux mains des américains et Vladimir Poutine ouvre une nouvelle base (la première depuis l'URSS) à KANT, à cinquante kilomètres de MANAS (base américaine). Après une longue période d'indécision, la Russie a pris un certain nombre de décisions stratégiques, notamment pour réagir à la politique occidentale menée dans son espace géostratégique d'Asie Centrale. Le processus, déjà amorcé avant le 11 septembre, va s'accélérer après les attentats.

L'instrumentalisation de la menace islamique constitueront les deux piliers de ce renouveau. Pour rétablir son influence sur les pays d'Asie Centrale, Moscou a exacerbé le sentiment d'insécurité régnant sur la région, notamment à cause de la menace islamique. Cette politique n'est pas le fruit des attentats du 11 septembre, mais elle a été encouragée par la conjoncture en Afghanistan, les agressions de groupuscules islamiques et les attentats de 1999 et 2000 en Ouzbékistan et au Kirghizistan. La Russie en a profité pour renforcer son dispositif militaire, se poser en champion de la lutte contre le terrorisme et légitimer ses opérations en Tchétchène. Les événements du 11 septembre et l'implantation militaire américaine dans trois pays d'Asie Centrale ont bouleversé les équilibres établis précédemment entre les puissances régionales. La redéfinition du cadre géostratégique en Asie Centrale augmente les risques de déstabilisation de

la région. Théâtre de la lutte d'influence que se livre la Russie et les Etats-Unis, elle peut exacerber les différents entre ces deux pays du paysage majeurs de l'Asie Centrale. Cette escalade peut menacer les équilibres politiques en place, voir renverser certains gouvernements et enflammer toute la région. La rivalité entre ces deux puissances est très nettement visible dans les relations qu'elles entretiennent respectivement avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Ce dernier a accueilli des militaires américains sur son sol avec l'accord de Moscou, qui en fait ne pouvait pas s'y opposer, saisissant l'occasion qui lui était présentée de se lier définitivement aux Etats-Unis après des années de rapprochement avec l'OTAN. De son côté, le Tadjikistan a accepté un renforcement du dispositif militaire russe sur son sol. Officiellement celui-ci devait permettre une stabilisation du régime de Douchanbe et apporté une aide aux Américains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En fait il semble que Moscou ait joué un double jeu en soutenant des opposants islamiques afin de se rendre indispensable. De la même manière les tensions sont apparues durant le conflit en Afghanistan au sein de l'alliance du nord entre les Ouzbeks turcophones soutenus par des agents de la CIA et les Tadjiks persanophones appuyés par les forces spéciales russes.

L'Asie reste une des priorités de Washington qui considère que seule sa présence sur le terrain peut contrebalancer la puissance de la Chine et maintenir ainsi les équilibres géostratégiques dans une région où l'influence de la Russie est sur le déclin. En conclusion on peut dire que la chute du mur de Berlin, puis l'effondrement de l'URSS ont propulsé l'Asie Centrale sur le devant de la scène internationale. Bien que ces cinq nouvelles républiques n'aient pas convoité à tous prix leur indépendance, force est de constater qu'elles l'ont obtenu sans difficultés majeures, portant au pouvoir l'ancienne nomenklatura soviétique. Cependant, l'émergence de cette région dans le concert géopolitique international a soulevé un certain nombre d'incertitudes. D'une part ni la consolidation des nations créées arbitrairement par Moscou dans les années 20, ni la pérennité des régimes autocratiques en place n'étaient assurées. D'autre part, leurs relations parfois houleuses avec les grandes puissances régionales représentaient un risque non négligeable de déstabilisation de la zone. Toutefois, la destinée de ces républiques se joue pour l'essentiel à l'extérieur de leurs frontières. L'Asie Centrale est plus que jamais soumise à des influences externes. L'alliance de circonstance entre les Etats-Unis et la Russie contre les Talibans a redistribué les cartes. Alors qu'ils essayaient de se tourner vers l'Occident pour se libérer de la tutelle de Moscou, les opérations en Afghanistan ont montré que la Russie restait un acteur incontournable dans la région. Elles ont permis à Moscou de restaurer son influence

politique tout en se repositionnant militairement. Mais l'installation de forces américaines à proximité des frontières de la Russie n'est pas sans porter les germes d'une future opposition. De même la volonté chinoise ou la rivalité indo-pakistanaise pourraient avoir des conséquences considérables sur l'équilibre régional.

### 2.4.3 Réactivation du Groupe de Shanghai

Le forum de Shanghai a été créé en avril 1996 pour promouvoir la sécurité et la stabilité en développant la coopération « transparente » entre les Etats frontaliers suivants : le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, la Chine et la Russie. Ces deux pays y trouvent un forum pour proclamer la nécessité de lutter contre l'hégémonie américaine en proposant l'émergence d'un monde multipolaire. Depuis 1999, l'Organisation a accru sa coopération dans la lutte contre le terrorisme et les organisations mafieuses sévissant dans la région. L'adhésion de l'Ouzbékistan à l'été 2001 a affermi cette volonté, compte tenu de la détermination de cette république de s'impliquer dans la bataille contre les terroristes. Mais depuis l'automne 2001, la recrudescence de la menace islamique, et terroriste en général, a révélé la place prépondérante que tenait la Chine et la Russie au sein de cette organisation qui s'affirme comme une alternative à la volonté hégémonique américaine. Des accords militaires ont à nouveau été conclus et des opérations communes réalisées. Du point de vue diplomatique cette organisation essaye de se faire reconnaître comme groupe de travail régional par l'ONU, et son importance se manifeste par les demandes d'intégration formulées par l'Inde, le Pakistan, l'Iran et le Turkménistan. Cependant, elle est très dépendante des relations entretenues par les deux grandes nations : la Chine et la Russie. La Russie y affirme son « partenariat stratégique » avec la Chine, alors que Pékin insiste sur sa volonté de stabiliser la région. Actuellement elles ont développé un consensus né de la volonté de contrer l'influence grandissante des Etats-Unis en Asie Centrale. Le rapprochement entre ces deux grands ne s'exprime pas uniquement dans le cadre de l'Organisation de Shanghai, mais s'est également développé dans le cadre de relations bilatérales. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine œuvre pour étendre les liens avec son plus gros client d'armement et le plus gros consommateur potentiel d'hydrocarbures. Des clauses implicites de soutien politique mutuel contre les Etats-Unis sont incluses dans le traité signé entre les deux pays à l'été 2001. Les attentats de New York n'ont fait qu'accentuer la volonté commune de s'opposer à l'hégémonie américaine en proposant un monde multipolaire. Cependant Pékin est conscient que cette communauté d'intérêts reste très dépendante des liens entre Moscou et Washington. Ceux-

ci, après s'être consolidés suite aux événements du 11 septembre 2001, semblent souffrir depuis le début de l'année 2003 des attermoissements jalonnant la recherche d'une solution à la crise irakienne.

## 2.5 Les relations russo-américaines face au conflit irakien.

La première crise irakienne 1991 à la suite de l'invasion de Koweït par l'armée de Saddam Hussein a poussé les américaines à faire une large coalition de pays avec l'approbation des Nations Unies pour chasser les troupes irakiennes du Kuwait. La raison d'état était très claire selon W. Bush père, « libérer le Koweït ». Le règlement du conflit israélo arabe fut également greffé au programme. Les irakiens furent contraints de se retirer du Kuwait sous les feux de la coalition et d'accepter une mission des inspecteurs de l'ONU sur leur territoire dans le but de démanteler les armes de destruction massive irakiennes afin que l'Irak ne représente plus de menace pour ses voisins. Cette guerre a eu pour conséquence l'affaiblissement de la crédibilité de la Russie pour plusieurs raisons. La Russie s'est avérée incapable de sauver un allié et même de lui procurer le moindre soutien. L'armement soviétique qui équipe l'armée irakienne s'est révélé obsolète et de loin inférieur à celui utilisé par les coalisés. Il s'est créé une asymétrie dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie dont l'influence sur la scène internationale est devenue presque inexistante. La diplomatie russe n'était plus qu'une diplomatie de main tendue et ce jusqu'à l'avènement de V. Poutine qui impulsera une nouvelle dynamique à la diplomatie russe. Parlons maintenant de la deuxième guerre d'Irak. Comme dans chaque guerre il y a des raisons officielles et d'autres inavouées. Les Etats Unies ont accusé l'Irak d'avoir des armées nucléaires et chimiques, qu'il a utilisées ces dernières contre ses propres populations kurdes et chiïtes et contre l'Iran pendant la guerre contre ce pays qui a duré huit ans. Au nom de la paix mondiale et de la sécurité de peuple américain le président W. Bush déclenche la guerre contre l'Irak malgré sa déclaration de ne pas posséder d'armes de destruction massive et son acceptation des inspections de l'ONU. Le président russe a adouci ses critiques contre la guerre menée par les Américains en Irak, affirmant qu'un échec des Etats-Unis n'était pas dans l'intérêt de la Russie. Malgré son opposition à la guerre la Russie qui privilégie avant tout ses intérêts considère toujours les Etats-Unis comme un "partenaire" au lieu d'un rival et espère régler leur différend sur le problème irakien par le biais de l'établissement d'un partenariat stratégique. La Russie mise sur le rôle que la communauté internationale serait appelée à jouer dans la reconstruction de l'Irak pour trouver une place dans un pays qui fut un temps un partenaire privilégié.

## 2.6 Les enjeux russo-américaines en Iran

Par sa situation géographique, humaine et maintenant économique, l'Iran a donc toujours été tenté par la domination de la région qui s'étend de la Caspienne à l'Océan, et de la Méditerranée aux confins du monde Indien. Il cherche aujourd'hui à retrouver cette place. Cette prétention à l'hégémonie est cependant remise en cause par les Etats-Unis ; il s'agit de confiner l'Iran dans le rôle d'une puissance de 2ème catégorie. L'Iran, véritable carrefour entre le monde européen, via la Turquie, le monde arabe, via l'Irak et l'Arabie, l'espace asiatique, via l'Asie centrale et le sous continent indien, via le Pakistan, est au cœur du Moyen-Orient. Les hauts plateaux iraniens, véritables bastions naturels, situés entre la mer Caspienne et le Golfe Persique, confèrent à ce pays qui n'a jamais été colonisé une position stratégique remarquable. L'Iran couvre environ 1,65 millions de kilomètres carré. Il est, par sa superficie (3 fois la France), le deuxième pays le plus vaste du Moyen Orient, juste derrière l'Arabie Saoudite. Ses frontières terrestres et maritimes courent sur 7500 kilomètres. Il possède 15 voisins (Iraq, Turquie, Arménie, Azerbaïdjan, Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, et, de l'autre côté du Golfe, Oman, Emirats Arabes Unis, Qatar, Bahrein, Arabie Saoudite, Koweït). Sa population, qui dépasse 70 millions d'habitants et comporte une grande proportion de jeunes de moins de 20 ans, sera sans doute la première, dans la région, à dépasser les 100 millions. Cette population est fortement marquée par un très riche passé perse et préislamique, et une approche originale de l'Islam, le Chiisme (ou Shi'isme). Vers le Nord, la géopolitique iranienne répond à deux logiques selon que l'on regarde vers le monde turc et le Caucase, ou bien que le regard se porte sur les steppes de l'Asie centrale. Avec le voisin Turc, les relations ont beaucoup évolué depuis des siècles. L'Iran qui se sent encerclé et menacé par les Etats-Unis dont les troupes sont présente à ses frontières occidentales et orientales n'apprécie l'alliance américano israélo turque. Mais les deux pays se retrouvent parfois pour défendre le principe de l'intégrité territoriale contre les droits des minorités. A l'occasion, ils envisagent même une coopération pour assurer la sécurité de leurs frontières respectives pires ennemis ait pu trouver un allié dans un pays certes laïque, mais néanmoins musulman. Là encore, l'alliance syrienne, si elle résiste aux pressions occidentales liées au règlement de la crise palestinienne, pourrait s'avérer utile.

### 2.6.1 L'axe russo-iranien

L'environnement géopolitique dans lequel se trouve l'Iran comme présenté ci-dessus permet de comprendre la volonté des iraniens, aussi paradoxale qu'elle soit, de chercher l'appui de l'Union

Soviétique. C'est aussi une réponse à sa crainte d'encerclement, sentiment croissant depuis que les USA ont pris pied en Afghanistan et en Irak. (ils sont déjà en Arabie, dans le Golfe Persique et en Turquie). La création de cet axe relève de la pure raison d'Etat et ne date pas d'après le 11 septembre 2001. Ainsi, les Iraniens ont soigneusement évité de provoquer les Soviétiques, pendant l'occupation de l'Afghanistan, pour ne pas avoir de gouvernement hostile sur leurs frontières du nord, d'autant plus qu'à cette époque Téhéran était engagé dans une redoutable épreuve de force contre le maître de Bagdad : la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe. L'Iran s'est tout juste contenté de soutenir les minorités chiites de la région de Heirat, faisant ensuite pression sur ses protégés pour ne pas intervenir dans le conflit aux côtés des frères afghans. De fait, l'ouest du pays a été relativement préservé des horreurs de la guerre contre l'envahisseur soviétique. La continuité de cette alliance russe répond à la préoccupation de l'Iran d'utiliser la Russie comme un contre-poids face l'hostilité américaine et d'être un acteur dans la résolution des crises dans le Caucase et en Asie centrale où son influence est séculaire.

### 2.6.2 Reconstruction d'une stratégie, le poids des hydrocarbures

Avec la découverte du pétrole dans la zone de la mer Caspienne, et la multiplication des crises dans la région, le contrôle du détroit d'Ormuz trouve toute son importance. Celui qui en verrouille l'accès contrôle le trafic pétrolier et les mouvements des marines de guerre des pays impliqués dans les opérations contre l'Irak, par exemple. A l'heure actuelle, et devant la menace nouvelle que font peser les USA, cette volonté de contrôle trouve toute sa justification. Enfin, la mise en valeur de la façade maritime du Golfe et de la mer d'Oman permettrait de proposer un remarquable débouché pour les ressources pétrolières venant par voie de terre des zones pétrolifères de la Caspienne. L'Iran deviendrait alors vraiment un monde entre deux mers, renforcerait sa position de débouché maritime de l'Asie Centrale et verrait alors se concrétiser de manière éclatante son rôle de puissance régionale.

Quelques données illustrent bien ce poids de l'Iran dans la « géopolitique du pétrole ». C'est, avec 9% des réserves mondiales de pétrole et le 2<sup>ème</sup> rang mondial derrière la Russie pour le gaz, un formidable réservoir de matières énergétiques fossiles, capable de peser sur les cours mondiaux, ou au minimum sur l'organisation des échanges internationaux. Avec des infrastructures assez développées, en particulier dans le domaine du transport, c'est un pays qui offre de nombreux débouchés, dont certains permettent même de s'affranchir du passage du détroit d'Ormuz. Ces infrastructures ne demandent qu'à être développées. C'est une alternative finalement assez peu coûteuse, et somme toute assez sûre, pour les débouchés pétroliers. Cela se

traduit d'ailleurs par une rivalité forte entre la Turquie et l'Iran au sujet de l'oléoduc permettant d'exporter le pétrole en provenance de l'Asie Centrale. Il va sans dire que le choix de la solution iranienne renforcerait considérablement le poids de ce pays dans la région. Malheureusement pour l'Iran, les USA n'acceptent pas de voir la région renforcer son rôle de carrefour, et militent pour la réalisation de la solution turque. La France, en revanche, est un des pays les plus engagés avec Total qui a passé avec l'Iran des contrats très intéressants.

### 2.6.3 La peur de l'encerclement et les relations avec les deux grands

Pays chiite au cœur d'un monde musulman très majoritairement sunnite, nation Perse entourée de groupes ethnique rivaux et surtout beaucoup plus nombreux (Arabes, Indiens, Turcophones), zone clef dans le commerce et la production d'hydrocarbures au sein d'un monde instable et convoité, l'Iran n'a que trop de raison de se sentir isolé, voire encerclé. Et, encerclé, il l'est depuis une vingtaine d'année. La révolution et le conflit Iran Irak l'a vu perdre définitivement l'alliance américaine, les crises successives (effondrement de l'URSS, conflits dans le Golfe, le Proche et Moyen Orient) ont vu en revanche les Etats Unis placer leurs pions (forces américaines ou alliées) tout autour du pays : la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan, la plupart des Etats du Golfe, l'Arabie sont entrés dans l'orbite américaine. Et si les USA interviennent à nouveau en Irak, l'encerclement sera complet. Dans le même temps, les alliés ou soutiens habituels (Syrie, CEI) ont cherché à normaliser leurs relations avec l'Amérique, et doivent leur donner des gages de respectabilité (engagement de la Syrie aux côtés des USA lors de la guerre contre l'Irak).

#### 2.74 Isolement du monde occidental.

Mais si il y a une embellie sur le front musulman, les USA quant à eux, restent convaincus de la responsabilité de l'Iran dans le développement du terrorisme. Il faut quand même souligner la posture très « affective » des USA sur ce sujet. Bien sûr, il y a des faits, et les faits sont têtus. Il faut savoir qu'au début les USA, qui sentaient que le chah d'Iran souhaitait échapper à leur contrôle, soutenaient la révolution iranienne contre les communistes et les nationalistes. Mais ils ont été humiliés par l'affaire des otages de l'ambassade d'Iran, et par l'échec cuisant de la tentative d'extraction de ces personnel. Mais c'est surtout la rupture de l'Alliance américaine par le Chah, évidemment confirmée par le régime théocratique des Ayatollah, qui a irrité les USA. Ils ont trop peur de l'émergence d'un pays puissant et incontrôlable dans la zone pour permettre le développement d'un Iran fort. De plus, les risques de prolifération nucléaire sont réels, l'Iran ayant par le passé développé des capacités nucléaires (Eurodif). Les USA ont donc fait pression

avec succès sur les fournisseurs de l'Iran qu'étaient la Russie et la Chine pour faire cesser ces coopérations. Il faut encore noter le contentieux qui oppose l'Iran et les USA au sujet d'Israël. Tout ceci conduit les USA à une guérilla diplomatique visant à confiner l'Iran dans une attitude passive. Ils prennent langue avec les pays d'Asie Centrale, renforcent leur coopération avec la Turquie, refusent tout contact avec l'Iran, continuent à psalmodier les griefs qu'ils ont contre l'Iran. Dans le même ordre d'idée, la loi d'Amato(10) vient accroître les difficultés de son redécollage économique. Pays isolé, l'Iran n'arrive pas à se débarrasser de ses mauvaises habitudes et semble rechuter après chaque embellie. Il a pourtant compris l'importance de la normalisation de ses relations avec les différents acteurs qui évoluent dans son environnement, c'est à dire les pays musulmans, les nations européennes et l'Organisation des Nations unies. Mais ces efforts ne peuvent déboucher sur des avancées significatives dans la mesure où les conditions intérieures sont encore trop peu démocratiques et où les Etats Unis d'Amérique continuent à jeter l'opprobre sur l'Iran . L'Iran a donc tous les atouts pour devenir la pièce maîtresse de la géopolitique dans ce Moyen Orient qui n'en finit pas de se débattre dans des conflits sanglants. Sa géographie lui donne une place centrale, au contact des plus grands bassins de civilisation que la terre ait connus. Sa personnalité fait de ce pays d'entre trois mers une zone politiquement stable et économiquement voué à un grand avenir, sous réserve que le processus de libéralisation de la société qui s'est déclenché en 1997 se poursuive malgré l'entrave persistante des Mollahs. L'Iran dispose donc de nombreux atouts pour faire valoir son rang régional. Son riche passé lui donne l'assurance de son bon droit. Ses particularités ethnique, linguistique et religieuse le confortent dans l'idée qu'il a un rôle de leader régional à jouer. Ses atouts économiques, son potentiel industriel sont des éléments objectifs justifiant la position iranienne. Tout est encore possible pour l'Iran. Il peut retrouver ce rôle central qui lui tient tant à cœur. Encore faut il qu'il se débarrasse d'un carcan extrêmement pesant de contradictions et d'oppositions.

10 loi votée par le congrès américain pour punir toutes les compagnies qui commercent avec l'Iran

## 2-7 Corée du nord : les folies nucléaires de Pyongyang:

Le 17 octobre 2002, la nouvelle a fait le tour du monde. Selon Washington, la Corée du nord a admis avoir mis au point un programme d'armement nucléaire secret. PYONGYANG posséderait deux bombes atomiques élaborées à partir de plutonium. De plus, la Corée du nord

disposerait d'un système d'enrichissement d'uranium destiné à produire de nouvelles armes . Au cours des semaines qui ont suivi cette annonce, le dernier Etat stalinien de la planète n'a jamais démenti les informations du département d'Etat. Au contraire : quelques semaines après les révélations de l'administration Bush, l'ambassadeur du Corée du nord en Russie affirmait que son pays avait le droit de développer des armes nucléaires en raison des menaces américaines sur sa souveraineté. Les aveux du régime de Kim Jong -il ont mis la Russie dans l'embarras: à Vladivostok en juillet, Vladimir poutine a rencontrée son homologue nord- coréen, souriant , fait rarissime, en content à 1000% de son voyage les deux hommes ont pris l'habitude de se retrouver chaque été. En 2001, le "cher dirigeant" a effectué un rocambolesque péril de vingt-quatre jours a bord de son train blindé pour rejoindre MOSCOU: KIM JONG- il a la phobie de l'avion. L'entrevue de Vladivostok, entre Poutine et un dirigeant d'un Etat de l'axe du mal, a d'ailleurs été interprété par certains commentateurs comme un geste de défiance de la Russie à l'égard de Washington.

Quelle a été ces dernières années la nature précise des relations entre Moscou et Pyongyang et sont -elles de nature à entraver la bonne marche de la Grande -Alliance?

Depuis la création de la Corée du Nord en 1948 et pendant toute de la guerre froide, Moscou et Pyongyang ont été de solides alliés . Les Soviétiques alimentent en armes la République démocratique et populaire et signent avec elle, dès la fin des années 1950, des accords de recherche et de coopération nucléaires. Neuf ans plus tard, le premier réacteur installé en Corée du Nord provient d'URSS. A la même époque est mis en place un centre de recherche sur l'énergie atomique à Yongbyon, au nord de la capitale nord-coréenne. Au cours des années 1960 -1970, Kim il -Sung, le père de Kim Jong il tente d'obtenir le soutien de ses tuteurs chinois et soviétique pour mettre au point l'arme atomique. En vain. Le mouvement s'accélère au cours de la décennie suivante. Un réacteur, capable de produire 7kg de plutonium chaque année est construit. L'URSS n'y participe pas mais de nombreux scientifique nucléaire nord- coréens sont toujours formés dans ses académies

refusé toujours, l'inspection de certains sites par l'AIEA, Pyongyang finit par trouver un terrain d'entente avec Washington grâce à l'entremise de l'ancien président américain et futur Nobel de la paix 2002.

En 1994, les états unis et la Corée du Nord signent à Genève un accord: Pyongyang s'engage à geler son programme nucléaire et à se plier à toutes les inspections de l'AIEA en échange de la construction, par un consortium international( le KEDO) conduit par les Etats Unis , de plus Washington promet de lui fournir 500000 tonnes de pétrole lourd chaque année , tant que dure l'érection des réacteurs, et de lever l'embargo économique instauré par l' administration Truman pendant la guerre de Corée.

Des estimations confirmées par les services japonais, sud-coréens et russes, selon un rapport au congrès américain de l'expert Larry A. Niksch. De nouveaux essais de missiles à leurs alliés régionaux. Toutefois l'administration Clinton de peur d'enrayer le rapprochement opéré alors par les deux Corée sous l'impulsion du président sudiste Kim Daejung, maintient son approche conciliante. Le ton change à l'arrivée de George W.Bush à la maison Blanche. De Moscou, en août 2001, Ronald Ramsfeld, le secrétaire à la défense, accuse Pyongyang de posséder jusqu'à cinq têtes nucléaires. Le président Bush relaie ces charges l'année suivante en mettant en doute la bonne foi des engagements de la république démocratique et populaire. Auparavant, il avait associé ce régime à ceux de Bagdad et de Téhéran au sein de l'axe du mal. Les aveux de Pyongyang d'octobre 2002 confortent l'Administration républicaine qui considère dorénavant l'accord de 1994 comme nul et non avenue. La dernière livraison de pétrole lourd a eu lieu en novembre 2002. L'administration Bush a rompu tout dialogue avec Pyongyang. En guise de représailles, la Corée du Nord a annoncé la réactivation de sa centrale nucléaire pour produire de l'électricité. Et elle a averti Washington qu'elle répliquerait par des "représailles sans pitié" à tout bombardement de la centrale par les américains.

acteurs régionaux et grandes puissances et la démarcation des frontières maritimes de la Russie, de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan confirment ce sentiment . Le début des travaux du BTC et le lancement du Caspienne pipeline consortium (CPC) reliant le champ KAZAKH de tengiz, le sixième plus grand gisement pétrolier de la planète, au ports russes de Novorossiysk , en octobre 2001 constitue des avancées spectaculaires pour l'évacuation des richesses énergétiques de la Caspienne. Construit par un consortium regroupant notamment Chevron (30%) Loukoul est une autre compagnies Russes Rosneft, avec la bénédiction de Moscou et de Washington, pour un montant de 2,65 milliards de dollars , soit le plus important investissement américain en ex URSS (1 milliard), le CPC dispose d'une capacité de 550 milles barils sera doublée en 2010. Washington n'oublie pas pour autant le second objectif qu'elle s'était fixée à la fin des années 1990 : la construction d'un pipeline transcasprien qui relirait les champs KAZAKHS au BTC à partir de Bakou , comme le mentionne le rapport Cheney fixant les grandes orientations de la politique énergétique américaine . Le pétrol de Tengiz transite par la Russie; cette dernière est prête à augmenter les capacités du CPC et à ouvrir ses oléoducs pour l'accueillir lorsque sa production augmentera. Mais il reste le fabuleux gisement de Kashagan découvert en juillet 2000.à seulement 80 km des cotes, par quelques mètres de fond, reposent de 10 à 50 milliards de barils. Moscou elle est opposée à cette option transcasprienne qui lui ferait perdre une partie du transit des hydrocarbures Kazakhs, en 2010 ce pétrole pourrait assurer 3% de la production mondiale. Il permettra à Washington de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'affaiblir l'influence du cartel de l'OPEP sur les cours du brut. Tels sont les grands desseins de la politique énergétique américaine.

Comme l'écrivait Christophe Cordonnier , « En 1989, la chute pacifique du mur de Berlin, autorisée par un pouvoir soviétique profondément transformé par la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev, ouvrait un immense champ d'espoir pour la mise en place d'un nouveau concert européen de l'Atlantique à l'Oural <sup>30</sup>». Dix ans plus tard, force est de constater l'espérance a cédé place à une grande désillusion , les rêve de fraternité transcontinentale semblant parfois céder le pas de nouveau à des logiques fondées sur de simples rapports de force. La Russie a perdu confiance dans les occidentaux avec l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe centrale et orientale. Les réactions qui se développent à partir de 1994, se construisent en référence à la guerre froide. Le chef

du parti communiste pense qu'il existe « véritable complot géopolitique mondial contre l'ex-URSS et que la principale menace pour la sécurité de la Russie émanerait de la progression de la machine militaire de l'Alliance Atlantique vers les frontières occidentales de notre pays <sup>31</sup>». D'une manière générale le consensus qui règne contre l'OTAN en Russie est total. La deuxième grande humiliation pour la Russie a été la crise du Kosovo. La Russie a mal vécu « l'atteinte à la souveraineté d'un Etat sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OTAN ne pouvant à leurs yeux se draper dans les habits du gendarme du monde». Les russes ne pouvaient pas comprendre pourquoi avoir mené ainsi une guerre de destruction aérienne massive, frappant des populations civiles et brisant ce qui restait du potentiel productif serbe, alors que Milosevic et son entourage étaient directement mis en cause et que l'on eût pu avoir recours à une approche de représailles ciblées à leur encontre. Ils ne s'expliquent pas également la dérive sémantique des américains et des allemands parlant de génocide kosovar, mais aussi le silence et l'impuissance des occidentaux face aux multiples exactions affectant les populations serbes du Kosovo. Très vite, les russes vont privilégier les négociations et ils vont utiliser le sommet du G 8 comme forum diplomatique.

CHAUPRADE Aymeric, Dictionnaire de géopolitique, Ellipse, Paris, 1998.

AKINER Shirin : Asie Centrale : Conflit ou stabilité et développement ? Groupe sur le Droit des minorités 1997.

L'année diplomatique 2002. pp. 286-292.

AKINER Shirin : Asie Centrale : Conflit ou stabilité et développement ? Groupe sur le Droit des minorités 1997.

OLCOTT Martha : Les nouveaux états d'Asie Centrale. Presse de l'institut de la Paix des Etats Unis. 1996.

JACQUET Pierre (dir.) et de MONTBRIAL Thierry, La nouvelle Asie Centrale, Ramsès, Paris, 2001.

CHUVIN Pierre, Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, Ramsès, Paris, 2001

Observatoire des Etats post-soviétiques, De l'U.R.S.S. à la C.E.I., 12 Etats en quête d'identité, Ellipses, Paris, 1997.

ROY Olivier, La nouvelle Asie Centrale, Seuil, Paris, 1997.

DJALILI M. et KELLNER T., Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale, Presses Universitaires de France, 2001.

PETERSEN Phillip : Politique de sécurité en Asie Centrale post-soviétique, dans : Sécurité européenne, Volume 4, N° 1 (printemps 1995), pp 132-219.

Briefing sur les états d'Asie Centrale, dans Janes Defence Weekly, Volume 38, N° 16, 16 octobre 2002, pp. 82-90.

BURKE Adrian : Une stratégie régionale américaine pour le bassin de la Mer Caspienne, dans : Strategic Review, automne 1999, pp. 18-29.

RAMONET Ignacio : L'Atlas du monde diplomatique. SA Le monde diplomatique, hors série janvier 2003.

LUONG Pauline, WEINTHAL Erika : Nouveaux amis, nouvelles peurs en Asie Centrale, dans : Affaires Etrangères, Volume 81, N° 2, mars/avril 2002, pp. 61-70.

PETERSEN Phillip : Politique de sécurité en Asie Centrale post-soviétique, dans : Sécurité européenne, Volume 4, N° 1 (printemps 1995), pp 132-219.

BURKE Adrian : Une stratégie régionale américaine pour le bassin de la Mer Caspienne, dans : Strategic Review, automne 1999, pp. 18-29.

LUONG Pauline, WEINTHAL Erika : Nouveaux amis, nouvelles peurs en Asie Centrale, dans : Affaires Etrangères, Volume 81, N° 2, mars/avril 2002, pp. 61-70.

## **ARTICLES**

DOMBROWSKY Patrick, "Un nouvel espace stratégique : l'Asie médiane" in Défense nationale, juin 1998

La revue internationale et stratégique (revue n°34), L'Asie Centrale : vers un nouveau "grand jeu" ?, Presses Universitaires de France, Paris, 1999.

ROUBINSKI Youri, "Les Etats de l'Asie Centrale face aux problèmes de l'islamisme" in Géopolitique, décembre 2000.

### DIVERS

Site Internet : <http://www.eurasianet.org>



## Environnement politique de l'Iran

